L'Europe, un enjeu citoyen

dimanche 28 juin 2009, par KHALFA Pierre (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2009).

Les élections européennes se sont déroulées dans l'indifférence générale et les questions européennes ont été, en général, les grandes absentes de cette campagne électorale. Pourtant les résultats de ces élections sont riches d'enseignements, même s'il faut en moduler la portée au vu de l'abstention.

Sommaire

- L'abstention, un message (...)
- La faillite de la social-démoc
- Une gauche de transformation
- La progression limitée des
- Souverainistes
- Extrême-droite
- Et maintenant ?

L'abstention, un message politique fort

L'abstention était attendue, mais son niveau interroge. Certes, la participation a augmenté significativement dans un certain nombre de pays : Estonie +16,5 points, Lettonie +11,7, Danemark +11,7, Bulgarie +8,8, Pologne +6,5, Suède + 6. Mais même dans ces pays, la participation reste faible, voire très faible dans le cas de la Pologne (27,4 %), et ne dépasse que rarement la moitié du corps électoral. Partout ailleurs la participation déjà faible lors des précédentes élections recule encore et parfois de façon importante comme en Lituanie (- 27,5 points) ou en Grèce (-11 points).

Au niveau européen, si la baisse apparaît limitée (-2,6 points), elle se fait sur un taux de participation réduit qui s'établit à 43,1 %, la France faisant moins bien que la moyenne européenne avec un peu plus de 40 % de votants. Comment interpréter cette abstention massive ?

Remarquons d'abord que tout avait été fait pour que ces élections n'aient aucun enjeu visible et clair pour nos concitoyens. Ainsi, les gouvernements, après le fiasco du Traité constitutionnel européen (TCE), ont tout fait pour éviter que les peuples d'Europe se mêlent de la construction européenne. La déclaration commune des gouvernements de l'Union, adoptée à Berlin en mars 2007 lors des célébrations du cinquantenaire du traité de Rome, se fixait comme objectif « *d'asseoir l'Union européenne (UE) sur des bases communes rénovées d'ici les élections au Parlement européen de 2009* ». Il s'agissait de vider celles-ci de tout débat sur l'avenir de l'Union pour éviter que les peuples ne puissent s'emparer de ces élections pour en faire un moment de vie démocratique qui aurait pu remettre en cause la construction actuelle de l'Europe. Le Traité de Lisbonne, rapidement rédigé, a été ratifié par voie parlementaire, à l'exception de l'Irlande avec le résultat que l'on connaît, et les élections au Parlement européen pouvaient donc avoir lieu comme habituellement, les décisions politiques importantes ayant déjà été prises.

Pour que les citoyens se déplacent massivement pour voter, il faut qu'ils pensent que leur vote

puisse avoir une quelconque influence sur la vie politique et plus globalement sur leur avenir. Le refus de tenir compte du vote français et néerlandais sur le TCE, la volonté de passer outre au refus du peuple irlandais du traité de Lisbonne ont clairement été compris par les citoyens européens comme le fait que leur vote n'avait aucune importance.

Certes, le pouvoir du PE n'est pas négligeable. Renforcé avec l'augmentation du nombre de domaines de codécision avec le Conseil, il a, de fait, le pouvoir de bloquer les directives européennes sur nombre de sujets sensibles. Ce pouvoir a d'ailleurs été utilisé juste avant l'élection pour refuser de voter la directive sur le temps de travail qui aurait permis de faire travailler les salariés jusqu'à 65 heures par semaine. Mais cela n'a pas paru suffisant, ni assez important, pour que les électeurs se déplacent. Ceux-ci perçoivent plus ou moins confusément que le pouvoir politique réel dans l'UE se trouve dans les gouvernements, qui adoptent les directives et rédigent les traités fondateurs qui en sont à l'origine, dans la Cour européenne de justice qui les interprète, dans la Commission qui en est « la gardienne » et qui propose les directives, plus que dans le Parlement qui n'a au final qu'un pouvoir en négatif sur ces dernières. Ce d'autant plus qu'il leur avait été répété sur tous les tons que le PE ne fonctionne pas suivant les clivages droite/gauche traditionnels, que les décisions devaient se prendre au consensus et que la désignation du président de la Commission, l'ineffable Barroso, semblait déjà acquise. A quoi bon aller voter si de toute façon le résultat du vote est assez secondaire ?
L'abstention révèle donc d'abord un profond déficit démocratique : fondamentalement, les peuples sont laissés en dehors de la construction européenne par le fonctionnement des institutions.

La faillite de la social-démocratie

Il y a certes des exceptions - Grèce, Danemark, la Suède, Malte, Estonie - où la droite est battue, mais partout ailleurs la social-démocratie européenne subit un grave revers. L'ampleur du phénomène indique que l'explication de cette débâcle ne se trouve pas dans la conjonction de circonstances nationales. C'est en effet fondamentalement son projet politique qui a été sanctionné. La social-démocratie européenne a participé activement à la construction néolibérale de l'Europe. L'Acte unique de 1986, complété par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, transforme l'Union européenne en un espace privilégié de promotion des politiques néolibérales : politique industrielle réduite à l'application du droit de la concurrence, gestion de la monnaie sortie du champ de la décision politique, concurrence fiscale entre les Etats, services publics remis en cause au nom de la concurrence, démantèlement progressif des mécanismes régulateurs des marchés agricoles, dumping social, budget européen minuscule, etc. C'est à partir de cette époque que le droit de la concurrence, inscrit au cœur des traités, devient le droit organisateur de l'Union, un droit normatif, qui réduit la plupart du temps les autres textes européens à n'être que des déclarations d'intention sans portée opérationnelle pratique.

Soutenant le traité de Maastricht, puis le TCE et le Traité de Lisbonne, la social-démocratie européenne s'est montré incapable de porter un projet européen qui soit clairement opposé à celui de la droite, ce d'autant plus qu'elle est divisée suivant des lignes de partage nationales comme le montrent les réactions différentes face à la crise ou face à la candidature Barroso. Pire, face à la crise, elle s'avère incapable de proposer un projet alternatif au capitalisme néolibéral et se contente de proposer des mesures de colmatage du système actuel qui ne se distinguent qu'à la marge de ce que propose ou met en œuvre la droite.

Il ne s'agit pas ici de penser naïvement que la social-démocratie pourrait se convertir à l'anticapitalisme, mais de mesurer la conséquence de sa conversion au social-libéralisme, c'est-à-dire à l'accompagnement social des politiques néolibérales. Cette conversion l'empêche d'être

social-démocrate, c'est-à-dire capable de porter un projet réellement différent du néolibéralisme même dans le cadre du capitalisme, comme le fordisme a pu l'être à son époque après la crise des années 1930. La crise actuelle a amplifié les difficultés de la social-démocratie. En effet, la droite a abandonné en partie l'ultralibéralisme et s'est « social-libéralisée » occupant ainsi un espace politique largement similaire à celui de la social-démocratie qui a du mal à se distinguer par un projet identifiant. N'ayant, de plus, que des nuances à apporter par rapport aux thèmes privilégiés de la droite comme la sécurité et l'immigration, la social-démocratie n'apparaît en rien comme une alternative. Elle en a payé le prix politique fort.

Une gauche de transformation sociale qui stagne

Globalement la Gauche unitaire européenne (GUE) recule légèrement passant de 5,2 % à 4,3 %. En Allemagne, Die Linke fait, avec 7,5 %, un résultat décevant en recul par rapport aux législatives de 2005 (8,7 %). Aux Pays-Bas, le SP avait été un des moteurs de la campagne du non de gauche au TCE et était devenu aux législatives de 2006 la troisième force politique du pays avec 16,6 % des suffrages. Il n'en obtient que 7,1 %. En Italie, les résultats cumulés de Sinistra e liberta et de la coalition autour de Rifondazione atteignent 6,5 %. Cela est certes le signe d'un maintien, même limité, d'un espace politique à gauche du Parti démocrate (PD). Mais, alors même que ce dernier est en crise profonde, ce résultat montre que la gauche radicale ne constitue pas une alternative. En Grèce, Syriza recule légèrement par rapport aux législatives de 2007 et n'obtient que 4,7 % des voix, alors même que ce pays connaît une crise sociale majeure.

En France, ces élections confirment l'existence d'un espace politique à gauche du PS puisque le cumul des voix du Front de gauche et du NPA dépasse les 11 %. Une liste unique aurait probablement créé une dynamique plus importante qui lui aurait permis de dépasser ce résultat et peut-être de talonner le PS, apparaissant ainsi comme une alternative crédible. Ce schéma de politique-fiction ne s'étant pas réalisé, le bénéfice politique de cette élection pour ces partis n'est pas très élevé, même si, avec 6,5 % des suffrages pour sa première apparition, le Front de gauche a réussi son lancement et préserve l'avenir.

Comment expliquer que, globalement, la gauche de transformation sociale stagne, voire recule, alors même que la crise financière semble lui donner raison ? Il est difficile de répondre à cette question et probablement un certain nombre de facteurs nationaux ont pu jouer. On peut néanmoins risquer une explication générale. La dénonciation des méfaits de la finance, qui était, sur le champ partidaire, le quasi monopole de la gauche de transformation sociale est aujourd'hui tombée dans le domaine public. Tout le monde, ou presque, critique le néolibéralisme et la singularité politique de ce thème s'est largement émoussée. L'anticapitalisme peut-il remplacer l'antilibéralisme ? Rien n'est moins sûr car l'anticapitalisme ne constitue pas un projet, mais simplement un refus qui, de plus, reste largement rhétorique.

Car là est le problème fondamental. La gauche de transformation sociale a, face à la crise, des analyses et propositions radicalement différentes de celles mises aujourd'hui en œuvre. Mais elle peine à les faire entendre car elles ne sont pas portées par un projet global de société qui parlerait à l'imaginaire social comme le socialisme ou le communisme ont pu le faire à une époque. La crise du projet de transformation sociale liée à l'effondrement du « socialisme réellement existant » n'a pas encore été surmontée. Cette carence ne peut être comblée de façon rhétorique par une formule du style « socialisme du 21e siècle » qui, outre qu'elle ne repose sur aucun mouvement réel, semble faire l'impasse sur le bilan des expériences passées. Or en l'absence de projet global alternatif, des positions, aussi radicales soit-elles, apparaissent aujourd'hui comme une variante de plus dans un continuum où les points communs semblent plus nombreux que les divergences.

Cette difficulté est aggravée par la conjoncture actuelle de la crise. Le moment de panique, qui avait saisi les classes dirigeantes à la mi septembre 2008, lorsque que le système financier semblait s'effondrer comme un château de cartes, est terminé. Le discours dominant est que la situation est sous contrôle, que la récession est grave mais passagère, et que tout devrait aller mieux en 2010. Que cela soit vrai ou faux n'a à vrai dire aucune importance pour le moment. Ce qu'il faut voir, c'est que cette situation de relative stabilité dans la crise est un obstacle puissant dressé devant les propositions de transformation radicale. Certes dans certains pays des luttes sociales importantes ont eu lieu contre les conséquences de la crise, mais elles n'ont pas permis fondamentalement de bouleverser la donne. Même si on peut penser que la situation est loin d'être stabilisée, la conjoncture de ces élections européennes n'était pas particulièrement favorable à la gauche radicale.

La progression limitée des écologistes

Leur progression au niveau européen, pour être significative, reste modeste puisqu'ils ne progressent que de 1,7 point pour atteindre 7,2 %. Les Verts reculent certains pays comme en Autriche, à Malte et en Tchéquie. En Allemagne, ils font mieux qu'aux législatives de 2005 pour atteindre 12 % et ils progressent de façon spectaculaire en Belgique avec près de 23 % en Wallonie/Bruxelles. En France, les écologistes talonnent le PS avec plus de 16 %. Dans ce dernier cas, les écologistes mordent de façon significative dans les milieux populaires puisque 14 % des ouvriers ont voté pour eux et qu'ils font des résultats remarquables dans des quartiers populaires où ils devancent le PS, comme dans le 93 avec 17,7 %.

Comment expliquer cette progression ? La crise n'a pas relégué au second plan les questions écologiques comme on pouvait le craindre. Bien au contraire, ces questions sont maintenant ancrées dans la conscience des opinions publiques. De ce point de vue, les écologistes sont apparus porteur d'un projet global, sinon de rupture, du moins porteur de préoccupations essentielles et ont tiré parti de la crise de la social-démocratie. De plus, ils ont mené une campagne sur l'Europe et sur sa nécessité pour répondre à la situation actuelle en sachant faire valoir l'aspect positif de l'UE.

Cependant, cette progression se fait sous le signe de la confusion politique. Regroupant en France les partisans d'une écologie apolitique, ceux qui comme José Bové se réclame de l'altermondialisme et des gens qui comme Cohn-Bendit ont soutenu le TCE, le traité de Lisbonne et prônent ouvertement une alliance avec la droite, Europe-Ecologie ratissait large et cela a été probablement aussi une des raisons de son succès. Ce succès sera-t-il durable ou se fracassera-t-il devant les réalités de la construction européenne actuelle et les réponses concrètes à apporter à la crise sociale ou même à la crise écologique ? L'ambiguïté politique peut conjoncturellement servir des desseins électoraux, elle ne résiste en général pas aux épreuves que lui fait subir la conflictualité de la société et les divergences un temps escamotées risquent de réapparaître et, avec elles, les problèmes politiques qu'il faudra bien affronter.

Souverainistes

Si l'on excepte l'Autriche et le Royaume-Uni, les formations souverainistes, qui prônent une sortie de l'UE, reculent globalement et font des résultats très médiocres. Le TCE et le traité de Lisbonne, qui ont vu les Etats à la manœuvre, et la crise qui a vu leur intervention massive, attestant d'autant plus l'inexistence de l'UE en la matière, ont mis à mal l'idée que les Etats seraient dominés par la bureaucratie bruxelloise. Plus globalement, l'espace politique des souverainistes est de plus en plus occupé par l'extrême-droite.

Extrême-droite

Même si elle n'est pas générale, la progression de cette dernière est réelle et même forte dans un certain nombre de pays : Belgique, Hongrie, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Autriche, Royaume-Uni, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Italie. Certes, à chaque fois des explications particulières, comme la crise politique au Royaume-Uni, peuvent être avancées. Cependant, dans une situation de crise sociale aigue, avec une social-démocratie en crise profonde, en l'absence d'alternative à gauche réellement crédible, même s'il faut moduler le propos suivant les pays, les risques d'un repli sur soi, d'une montée de la xénophobie et du nationalisme sont tout à fait réels.

Et maintenant ?

C'est peu dire que les élections au Parlement européen n'ont résolu aucun problème et ne permettront en aucun cas de commencer à résoudre la crise de l'UE. La construction européenne s'est faite, depuis le tournant de l'Acte unique de 1986, sur la base de l'extension sans fin de la logique marchande et de la concurrence. L'élargissement non maîtrisé de 2004 aggrave encore cette tendance lourde de l'Union à se transformer en simple zone de libre-échange. En refusant de mener de réelles politiques publiques européennes, et en refusant d'augmenter de façon significative le budget européen, ce qui aurait été indispensable notamment pour aider réellement les nouveaux entrants, les gouvernements des Etats membres les ont, de fait, contraint à baser leur développement sur la concurrence avec la promotion du moins-disant fiscal, social et environnemental. La Cour européenne de justice, avec une série d'arrêts récents (Laval, Viking, Rüffert, Luxembourg) a entériné cette situation. Elle a consacré la prédominance du droit du commerce européen sur le droit du travail national et officialisé le traitement inégalitaire entre les salariés d'un Etat membre et les salariés détachés d'un autre Etat membre.

Le mode de construction de l'Europe, basé sur la concurrence entre les Etats, a eu pour conséquence un éclatement des trajectoires économiques des différents pays de l'Union : la Grande-Bretagne et d'autres pays ont adopté un modèle basé sur la financiarisation à outrance de leur économie et l'endettement colossal des ménages ; l'Allemagne a réussi à imposer une baisse des salaires réels lui permettant de gagner des parts de marché en Europe contre ses partenaires européens ; les pays d'Europe centrale et orientale (Peco) ont construit une économie tournée vers les exportations et fondée sur le dumping généralisé.

La crise actuelle a confirmé cet éclatement avec l'incapacité de mettre en œuvre à l'échelle de l'Union une véritable politique anti-crise et l'on a pu ainsi entendre Angela Merkel déclarer « *Chacun s'occupe de ses propres ordures* » (*Financial Times* Allemagne, 9 octobre 2008).

Le plan de relance européen n'a donc été que la juxtaposition de plans nationaux, dont les contenus et les montants ne permettront pas de répondre à la récession d'ampleur qui s'installe et encore moins de commencer à s'attaquer à la crise écologique. La Banque centrale européenne, qui, comble de l'absurdité monétariste, avait augmenté ses taux d'intérêt en juillet 2008, à la veille de la bourrasque financière, et alors même que la récession s'installait, les baisse maintenant parcimonieusement érodant ainsi l'arme monétaire. Le recours au marché financier pour financer les déficits publics, outre qu'il récompense les pyromanes, aggrave la différentiation entre les Etats de l'Union avec des taux divergents de rémunération des emprunts. Enfin, les Peco, dont la situation est catastrophique, sont laissés aux bons soins du Fonds monétaire international (FMI) qui y applique ses bonnes vielles recettes de baisse de salaires, de coupes dans les dépenses publiques et la protection sociale dont on a vu le résultat dans le passé. Le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, n'est d'ailleurs pas en reste puisqu'il a appelé « l'Irlande et tous les pays de la zone euro à

réduire les salaires » (Le Monde, 8 mars 2009). La demande solvable diminue et Trichet veut la faire baisser encore plus en réduisant les salaires !

Dans cette situation, continuer à laisser l'Europe aux mains des classes dirigeantes revient à accepter la poursuite des régressions sociales et leur amplification avec la crise actuelle. Le repli national ne résoudra aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés que ce soit au plan économique, social ou écologique. Pire, la logique du chacun pour soi, déjà partiellement à l'œuvre, ne peut qu'aggraver la concurrence de tous contre tous. Au contraire, c'est de plus d'Europe dont nous avons besoin, mais d'une Europe différente et c'est d'une intervention directe des citoyennes et des citoyens dont l'Europe a besoin. La construction d'un espace public européen est plus que jamais nécessaire. Les mobilisations sociales et citoyennes en sont un élément décisif. La réorientation radicale de la construction européenne ne peut passer que par la mise en mouvement des citoyens et des peuples.

Les mobilisations sociales et citoyennes avaient lors de la législature précédente pris pour cible le Parlement et avaient réussi en diverses occasions à peser sur ses contradictions, même avec une droite déjà majoritaire. Néanmoins le renforcement notable de cette dernière, avec de plus une extrême-droite plus importante, va rendre plus difficile ce type de bataille.

Des échéances concrètes se profilent à l'horizon. Une nouvelle discussion va s'ouvrir sur la directive sur le temps de travail. Comment le nouveau Parlement va-t-il se situer par rapport à ce projet ? Quelle mobilisation verra le jour à cette occasion ? D'autres mobilisations européennes seraient aussi nécessaires comme par exemple sur la question des travailleurs détachés suite aux arrêts de la Cour de justice. Au-delà, c'est la question de la crise écologique, avec l'échéance de la conférence de Copenhague en décembre 2009, et la construction d'une campagne d'opinion et de mobilisation sur les réponses à donner à la crise économique qui devront être au cœur des préoccupations des mouvements sociaux et citoyens.

P.-S.

* Publié par Mouvements, le 27 juin 2009. _ http://www.mouvements.info/L-Europe...